

Il y a une autre chose dont le député qui vient d'intervenir n'a pas parlé. Il a déclaré que le gouvernement avait exercé un contrôle très étroit sur les dépenses gouvernementales. Voyons ce qu'il en est pour les recettes. En 1984-1985, l'année qui était tellement terrible, selon lui, pour les Canadiens, ces recettes étaient de 70 898 000 \$. En 1988-1989, la dernière année financière complète, elles se sont élevées à 103 981 000 \$, soit une augmentation de quelque 32 milliards de dollars après cinq années de gabegie conservatrice.

C'est là le type de bilan dont nous sommes censés être fiers et dont le gouvernement s'enorgueillit. Eh bien, je le trouve tout à fait honteux à l'instar, sauf erreur, de la plupart des Canadiens. Si le gouvernement est si fier de lui, pourquoi ne dissout-il pas les chambres et ne déclenche-t-il pas des élections, afin de voir ce que les gens pensent de son bilan?

Soit dit en passant, cette somme de 103 milliards de dollars n'incluait pas encore les recettes tirées de la taxe sur les produits et services. Le gouvernement lui-même reconnaît que la taxe sur les produits et services va contribuer à réduire le déficit, ce qui signifie qu'elle permettra d'accumuler plus de recettes que la taxe sur les ventes des fabricants. Il le reconnaît enfin. C'est écrit en toute lettre dans le document.

À cause de sa gabegie, le gouvernement ne fait que hausser les taxes et dépenser à un rythme alarmant. Il a augmenté ses dépenses en proportion au cours de la même période. Pourtant, le gouvernement déclare que c'est à cause du gouvernement précédent qu'il est incapable de contrôler ses dépenses et de percevoir des taxes. Il rend le gouvernement précédent responsable de tout. Chaque fois que les députés d'en face ouvrent la bouche, ils évoquent la belle époque du gouvernement libéral et répètent à qui mieux mieux que sans cette période d'extrême libéralité, tout irait pour le mieux à l'heure actuelle.

Au moins, ce n'est pas le parti libéral qui en 1984 a promis de rétablir la responsabilité financière au Canada. Ce n'est pas non plus le parti libéral qui avait promis de réduire le déficit à peu près à néant au cours de son premier mandat. C'est le parti conservateur qui a fait ces promesses. C'est le très honorable premier ministre qui les a faites. Évidemment, ce ne sont là que quelques-unes des promesses qu'il n'a pas tenues.

Le ministre d'État chargé des Finances a déclaré que si le gouvernement n'a pas tenu ses promesses—ce n'est évidemment pas la formule qu'il a utilisée—s'il éprouve des difficultés à l'heure actuelle, c'est uniquement à cause de cette époque malheureuse. En fait, il sait perti-

### *Initiatives ministérielles*

nemment que si le gouvernement éprouve des difficultés, c'est à cause de la complète incapacité du ministre des Finances à gérer les affaires de l'État. Le Cabinet tout entier doit assumer la responsabilité de ces décisions. À mon avis, les ministres doivent tous assumer leur part de responsabilités et ils sont tous aussi incompetents les uns que les autres.

Par ailleurs, les ministériels se plaignent de ce que les députés de l'opposition ne leur proposent jamais de moyens d'équilibrer le budget. Le gouvernement s'imagine qu'il incombe aux députés de l'opposition de lui fournir toutes les solutions. Je ne pense pas que ce soit là notre rôle, et je n'entends pas fournir toutes les solutions. Je dirai simplement au gouvernement qu'il paie pour les avis qu'il reçoit quant à la façon de résoudre ses problèmes financiers, après quoi il n'en tient absolument pas compte.

Cette année, le Conseil économique du Canada, dans le cadre de sa vingt-sixième revue annuelle, a préparé un document très important et très détaillé intitulé «Legacies». Le conseil est en quelque sorte le premier comité consultatif du gouvernement en matière économique. Le Conseil a été créé dans les années 1960, en dépit des objections, je dois le dire, des conservateurs. Ils ne pensaient pas qu'il s'agissait d'une si bonne idée que cela. J'invite le ministre d'État chargé des Finances à lire les discours prononcés à l'époque par le très honorable M. Diefenbaker, alors chef de l'opposition. Il jugeait que c'était une mauvaise idée. Je ne sais pas au juste pourquoi, il n'était pas lui non plus un spécialiste en économique. En fait, le seul gouvernement du Canada dont je peux me souvenir qui a fait pire que le gouvernement actuel est celui du très honorable John George Diefenbaker et les Canadiens le lui ont clairement fait savoir lors des élections de 1962 et de 1963.

• (1650)

Je dirai que le Conseil économique du Canada a publié ce rapport qui contient certains renseignements à l'intention du gouvernement. Combien ont coûté les conseils donnés dans ce rapport? Je ne veux pas dire ici que c'est la seule publication du Conseil, mais j'ai vérifié au budget de l'an dernier. Le budget prévu du Conseil économique était de 9 515 000 \$—en gros, 10 millions de dollars. Il y a 118 personnes sur la liste des employés du Conseil et ces personnes ont produit un rapport. Ils produisent davantage, je ne veux pas amoindrir leur travail. Je dirais même que ce rapport est probablement assez bon. Il décrit en détails le problème dont se plaint le ministre des Finances depuis des mois, depuis la fin de la campagne électorale: la dette nationale.